



PV DE LA CONCERTATION LOCALE DU 21 FÉVRIER 2019¹

Membres de droit :

Ville de Bruxelles :

- Madame Faouzia Hariche : Échevine de l'Instruction Publique, de la Jeunesse et des Ressources humaines de la Ville de Bruxelles : excusée
- Madame Faten Alamat : Cheffe de Cabinet de Madame Faouzia Hariche : excusée
- Madame Benghallam Amal : Collaboratrice du Cabinet de Madame Faouzia Hariche
- Madame Basma Ben Amar et Monsieur Karim Bouhout : Coordination locale de la Ville de Bruxelles – Jeunesse à Bruxelles

CoCoF :

- Monsieur David Cordonnier, Cabinet du ministre de la région de Bruxelles-Capitale, Conseiller en Cohésion sociale
- Monsieur Vincent D'Ostuni, Chargé Administratif des projets de Cohésion Sociale

Membres opérateurs: 29 membres présents: Amo de Noh, Les Ateliers du soleil, ASE Anneessens, Bruxelles Enseignement, Caria, Centre social du Béguinage, Centre TEFO, , Centre social du Béguinage, Cultures et santé, Don Bosco Téléservice, Double sens, Entraide, Entraide Bruxelles, Entraide des Marolles, Eurêka aide et soutien !, Formosa, Foyer des jeunes des Marolles, Groupe d'Entraide scolaire de Laeken, Interpole, Joseph Swinnen, L'Amorce, Le Colombier, Ligue de l'Enseignement et de l'Éducation populaire, Les Ateliers populaires, Maison des jeunes le 88, MJ NOH, Mini-Anneessens, Prévention Jeunes Bruxelles, Progrès.

Membres associés (bénéficiant du FIPI) : BAPA Bxl, Bruxelles Laïque, EDD Noh, L'Epee

Membres invités : Alter Brussels, Anneessens 25, Lire et Écrire Bruxelles, Maison de la Famille, ONE (Responsable du Service Écoles de Devoirs)

Excusé : CBAI-Cracs

Absents : Arthis Maison Belgo-Roumaine, Centre Bruegel, Centre culturel Bruxelles Nord-Maison de la création, Chomhier AID, Progrès

¹ Rédacteur : K.B.

Ordre du jour :

- 1- Approbation du PV de la concertation du 05 novembre 2018
- 2- Présentation de l'avant-projet d'Arrêté du Collège de la Commission Communautaire Française portant exécution du Décret de la Commission communautaire française relatif à la Cohésion sociale par Mr David Cordonnier, représentant de Rudy VERVOORT, Ministre-Président de la Région Bruxelloise, en charge de la cohésion sociale
- 3- Séance de questions/réponses

1) Approbation du PV de la concertation locale du 05 novembre 2018

Le PV de la concertation locale du 05 novembre 2018 est adopté à l'unanimité et sans aucune remarque.

2) Présentation de l'avant-projet d'Arrêté du Collège de la Commission Communautaire Française

Monsieur Cordonnier : informe que le Parlement Francophone Bruxellois a voté à l'unanimité le Décret relatif à la Cohésion sociale (moins l'abstention d'un groupe politique). C'est le résultat d'un long processus ayant mis le texte en débat et ponctuant sur une vingtaine d'avis fouillés qui ont tous été étudiés. Le texte a donc évolué en conséquence, une série de modifications y ont été intégrées, propositions importantes ayant fait évoluer le dispositif dans le sens communément demandé par une série d'intervenants. Parmi les questions soulevées :

- Le rôle des communes : quelles rôles vont-elles jouer dans le nouveau dispositif ? Des choix ont été opérés pour reconnaître l'expertise des communes en matière de connaissance de leur territoire
- Demandes d'agrément: le collège considère que si l'avis de la concertation locale et de la commune convergent sur une demande d'agrément de type local, la Cocof entérine systématiquement la décision dans le même sens.
- Mise en place d'un dispositif d'orientations spécifiques : il s'agit de reconnaître des particularités propres à l'association. Les communes ont la possibilité de compléter celles répertoriées dans le texte par cinq orientations spécifiques locales. Le tout sera repris dans le *Pacte local de renforcement de la Cohésion sociale*. Il s'agit d'établir un acte formel entre la commune et la Cocof qui viendra sceller le lien entre l'autorité subsidiaire et locale ayant une expertise en matière de connaissance du territoire. Plusieurs éléments seront repris dans ce *Pacte local* (mode d'organisation de la coordination locale, appel à projets Fipi : volet local, orientations spécifiques de la commune...)
- Organes régionaux transversaux (Cracs, Credaf...). Il y a une demande importante du terrain quant au financement d'un opérateur transversal pour toutes les questions qui concernent l'axe P1 (soutien scolaire). L'inclusion d'un dispositif supplémentaire : le Credasc, vient combler cette demande. Après un appel d'offre, une série de missions seront confiées à l'organisme qui prendra en charge cette responsabilité.

Quant à l'arrêté d'exécution, il vient compléter la base légale (le Décret) voté au Parlement Francophone Bruxellois. Certains passages mentionnent dans le Décret : « le Collège arrête les modalités... ». C'est à ces références que renvoie l'arrêté chargé d'explicitier les modalités d'exécution d'un Décret demeuré stable dans son ensemble. Le processus de modification du texte de l'arrêté est le même que pour le Décret sauf que l'étape parlementaire doit passer trois fois au gouvernement avant d'être approuvée définitivement. Le texte ici présenté a été approuvé une première fois par le gouvernement. Il faut maintenant le soumettre à l'avis sectoriel avec pour seule obligation de consulter au moins l'avis de la section Cohésion sociale du *Conseil consultatif Bruxellois francophone de l'aide aux personnes, de la santé et du social*. Cet avis est important, étoffé mais nous ne voulions pas passer à côté de l'avis des opérateurs de terrain. D'où la réunion de ce jour permettant aux opérateurs qui le souhaitent ou à la concertation de donner un avis sur le texte. L'avis doit être remis pour le 1 mars 2019. Nous sommes conscients que le délai est court mais le

texte doit passer encore à deux reprises au gouvernement. On doit transposer les avis en propositions concrètes, resoumettre le texte au gouvernement, le renvoyer à la lecture du Conseil d'Etat qui a 30 jours pour se prononcer avant de passer une dernière fois par le gouvernement en tenant compte des éléments soulevés par le Conseil d'Etat. Concrètement, le Collège a une date de prescription fixée au 26 mai 2019 (prochaines élections). Nous nous sommes fixés une double priorité :

- mener à bien une réforme relative au secteur de la cohésion sociale pour ne pas la laisser inachevée ;
- ne pas remettre ce travail à une autre législature (de quoi sera-t-elle composée, quels seront les nouveaux objectifs politiques de cette législature ?). Aussi, le temps d'entamer l'entièreté du processus (instruction, pacte local, concertations locales, plan quinquennal...), on sera en déjà en 2020. C'est ce qui explique que l'agenda soit serré. Nous ne voulons pas occulter une partie de la réalité, l'ensemble des étapes doivent être respectées.

Que contient l'arrêté ? Invertissons la démarche pour souligner plutôt ce qui ne figure pas dans cet arrêté. Il manque indéniablement la partie relative au financement dans le texte. Nous ne voulons pas prendre cette question à la légère, le Ministre-Président s'est engagé à mettre en place une réforme privilégiant l'objectivation et la stabilité du dispositif. Ce sont des objectifs louables mais pas faciles à mettre en place. Il faut étudier les réalités concrètes pour que les opérateurs ne perdent pas de moyens dans l'opération tout en objectivant les critères de subventionnement. Cela demande du temps et nous le prenons avant de proposer un modèle de financement finalisé. Les membres-opérateurs seront évidemment consultés sur le financement du dispositif.

Pour ce qui concerne le texte soumis aujourd'hui à votre avis, il reprend en résumé :

- Les définitions des actions prioritaires. On a essayé de rester dans les bases de l'appel à projets de 2015 avec quelques ajouts tels que l'exigence du « bonne vie et mœurs » pour tous les encadrants travaillant dans des structures accueillant des enfants.
- Le plan d'action quinquennal : il s'agit du corps de la demande d'agrément. Les demandeurs d'un agrément sont tenus de définir le projet associatif, leurs actions sur une période de cinq ans, si possible, dans une démarche participative avec leur public. Tenant compte de la crainte d'une surcharge du travail administratif, le collège s'est tenu à un « contenu minimum » mais également à un contenu maximum.
- Procédures liées à la demande, la modification ou le renouvellement de l'agrément : on a essayé d'être exhaustif, de tenir compte de tous les cas de figure tels que les demandes qui viendraient juste avant les vacances d'été par exemple. Les demandes seront introduites dans une application informatique gérée par la Cocof. Les demandes recevables au niveau local sont analysées par la coordination locale conjointement avec les services de la Cocof. Le résultat de cette analyse est soumis à l'avis de la concertation locale avant que la commune ne rende son avis sur la demande. La Cocof est tenu de suivre si les avis vont dans le même sens. La procédure est similaire pour les demandes régionales sans évidemment prendre l'avis du niveau local.
- Le texte prévoit également les procédures liées au retrait et à la suspension de l'agrément.

À côté de ces mécanismes, nous avons prévu une voie de recours pour les opérateurs qui se sentiraient lésés par les décisions de la Cocof. D'ordinaire le recours sur une décision administrative passe par une procédure longue, parfois très coûteuse, auprès du Conseil d'Etat. Par respect pour le secteur, le mécanisme de recours est repris dans le Décret tout en permettant à l'opérateur qui s'estime lésé de recourir au Conseil d'Etat par voie externe.

- Les orientations spécifiques : les modalités de reconnaissance de ces orientations sont définies dans l'arrêté. Rappelons qu'une orientation spécifique n'est pas une activité en plus mais une spécificité qui fait partie de l'ADN de l'association ou de l'action.
- Le texte aborde également les éléments liés aux missions, aux procédures de désignation, aux périmètres d'action des opérateurs transversaux tels que le Cracs, Credaf, Credasc

- Modalités d'organisation et missions confiées aux coordinations locales : l'une des grandes questions soulevées par le secteur fut celle qui a trait à la mission de contrôle confiée ou pas à la coordination locale. Notre position est claire : la coordination locale accompagne les projets, la mission de contrôle est confiée aux agents de l'administration de la Cocof.

- Missions, organisation, composition liées à la concertation locale : la volonté a été de laisser une large autonomie aux membres de la concertation locale. Les opérateurs qui y siègent s'organisent comme ils le souhaitent. Il existe une possibilité de désigner un co-président pour assurer avec l'Échevin compétent la présidence des concertations locales.

- Réforme liée à l'ex Fipi : il s'agit de l'ancien appel à projets (volet local et régional) désormais inclus dans le dispositif. Ce qui ne veut pas dire que ces moyens sont destinés uniquement aux opérateurs agréés. L'idée est de renforcer certains projets plus légers, plus petits, méritant cependant d'être soutenus. Ces moyens seront donc utilisés comme une « rampe de lancement ». Ces opérateurs bénéficieront d'un subside sur une période de 3 ans pour renforcer, consolider leur action avant de tenter d'intégrer le dispositif de base via la demande d'un agrément.

- Soutien à la formation des volontaires : il ne s'agit pas ici de soutenir l'offre de formation mais plutôt les volontaires qui souhaitent se former. L'opérateur peut organiser une formation dans ses locaux ou à l'extérieur. Il sollicitera à cette fin un subside qui lui sera octroyé suivant le nombre d'heures et de participants à la formation. Le subside est octroyé à l'heure. Le Cracs est mandaté pour établir une liste de formations pertinentes pour le secteur de la cohésion sociale.

- Subside à l'investissement dans les infrastructures : il s'agit surtout de soutenir l'aménagement des lieux (chaises, armoires, ordinateurs...). Parfois des subsides plus importants peuvent être octroyés pour la sécurisation des locaux, la mise en conformité du bâtiment eu égard les exigences légales ou l'accessibilité des lieux à des personnes porteuses d'un handicap.

- Appel à projet annuel (volet local et régional) : là encore, pas de changement majeur. Soulignons que le critère d'attribution lié à l'éligibilité financière des communes comporte une erreur qui sera rectifiée de sorte à permettre aux communes de rester éligibles dans ce dispositif. L'attribution des moyens au niveau régional sera confiée à jury siégeant dans la section Cohésion sociale du *Conseil consultatif*, au niveau local, la concertation locale décidera de l'octroi de ces moyens pour la durée d'un, deux ou trois ans, sous la forme d'un « contrat de projet ».

- Il est fait aussi mention de la modification de la section Cohésion sociale du *Conseil consultatif* lequel manque parfois de représentativité, d'un lien avec l'entière du terrain. Désormais un représentant de la concertation locale pourra relayer les réalités de terrain au Conseil consultatif et faire un retour des débats menés au sein de cette section.

Monsieur Cordonnier termine l'intervention en invitant les opérateurs à soumettre leur avis sur l'arrêté pour peu que les remarques restent des propositions constructives. Il reste joignable et consultable à cette fin.

3) Séances questions réponses

Groupe d'Entraide scolaire de Laeken : l'accès à l'appel à projets annuel (ex FIPI) est-il réservé aux associations agréées ou est-il ouvert aux associations en général ? Concernant les orientations spécifiques: comment doit se situer l'opérateur face à l'orientation proposée par le Décret et les 5 supplémentaires proposées par la commune ? Il choisit une orientation dans l'ensemble du panel ou doit-il adopter, éventuellement, l'une des orientations proposées par la commune ?

Monsieur Cordonnier : l'appel à projets annuel est réservé à toute association ayant un siège d'activité en Région Bruxelloise ou sur le territoire communal lorsqu'on se situe au niveau local. L'orientation spécifique étant une reconnaissance d'une action particulière de l'association, l'opérateur opte pour l'orientation spécifique qui se rapproche le plus de son action.

Monsieur Bouhout : le Décret précédent octroyait des moyens financiers dans une logique territoriale. Des périmètres prioritaires étaient définis à l'échelle des communes en tenant compte des zones EDRLR et les opérateurs actifs dans ces quartiers étaient financés. Le présent arrêté précise que n'importe quelle association siégeant en Région Bruxelloise peut faire une demande d'agrément. Dès lors que les périmètres d'intervention s'élargissent et que le budget alloué à la cohésion sociale est relativement stable, quelle garantie ont les opérateurs actuels quant aux moyens qui leur seront octroyés ?

Monsieur Cordonnier : confirme que si ce changement est majeur, il s'explique aussi par une volonté de rester attentif à l'évolution de l'ensemble des quartiers bruxellois en soutenant par exemple des initiatives actives dans des périmètres nouvellement paupérisés. Pour autant, le Collège a veillé à stabiliser le secteur, pérenniser le dispositif tel qu'il existe par trois voies.

- Les membres-opérateurs du contrat communal ont une priorité devant la demande d'agrément, l'axe prioritaire actuellement reconnu.
- Les coordinations locales qui jusqu'ici étaient financés par l'enveloppe dédiée au contrat communal de Cohésion sociale vont désormais être pris en charge par une autre ligne financière régionale. La manne financière libérée profitera désormais aux membres-opérateurs du contrat communal
- L'ex-Fipi communal et le système des orientations spécifiques intégrées dans le Décret permettront aux opérateurs actuels d'augmenter leurs moyens.

Formosa : qu'en est-il du cas de la délocalisation d'un opérateur de cohésion sociale reconnu actuellement ? Suite aux travaux menés par le Foyer Bruxellois dans le quartier des cinq blocs, notre association est contrainte de déménager et nous n'avons pas de garantie de trouver des locaux dans le quartier. Est-ce que le financement est envisageable si nous déménageons vers une autre commune ?

Monsieur Cordonnier : souligne que ce cas d'espèce n'avait pas encore été abordé et que la fonction de ces concertations locales est aussi de les soulever. Pour ce qui concerne la reconnaissance, en principe le financement suit le projet puisque le système d'agrément est un dispositif régional qui n'est pas attaché au périmètre local. Pour autant, il faudra veiller à ce que votre projet soit accueilli par la commune qui vous héberge. Cela demande un avis de la concertation locale et des autorités communales.

Monsieur Bouhout : le projet de Décret précise que la subvention peut comprendre deux parts. Une part découlant de l'action prioritaire, l'autre de l'orientation spécifique. Ces parts peuvent être fixes ou variables en fonction des critères liés à l'activité menée (public, encadrement, groupes, nombres d'heures...). Or, une bonne partie de ces critères dépend de la force financière de l'association. Un opérateur disposant de plusieurs permanents a les moyens d'encadrer et suivre davantage de groupes qu'une association dotée d'un seul permanent et de bénévoles travaillant quelques heures.

Monsieur Cordonnier : reconnaît que la définition des critères établissant les différentes catégories de financement est une affaire complexe. C'est pourquoi son équipe se donne un temps de réflexion pour cibler des critères d'attribution qui soient les plus pertinents et les plus équitables.

EDD Noh : Concernant la formation des bénévoles, nous sommes confrontés à des encadrants qui engagent déjà beaucoup de temps pour encadrer le soutien scolaire. Est-ce que ces formations sont obligatoires ? Qu'en est-il de la procédure de reconnaissance de l'ONE ?

Monsieur Cordonnier : la formation des bénévoles n'a pas de caractère obligatoire. La formation des encadrants reste cependant une exigence décrétable en matière de soutien scolaire. Elle est encouragée via la demande de produire un plan de formation.

Monsieur Ho Viën (ONE) : concernant le délai de traitement d'une demande de reconnaissance comme école de devoirs, le responsable explique que les délais sont variables. Tout d'abord, un dossier peut être introduit à tout

moment à l'ONE – le formulaire et la liste des pièces se retrouvent sur le site de l'ONE –. Ensuite, si l'analyse du dossier peut prendre quelques semaines, le Service sollicite souvent l'opérateur pour des compléments. Ceux-ci peuvent autant porter sur des pièces manquantes que sur des précisions liées au projet d'accueil. Quand tous les éléments sont réunis, le Service réalise une visite du lieu d'accueil. L'ONE notifie alors la reconnaissance dans un délai de 120 jours si le dossier est définitivement complet. Il peut également arriver que, dans ce processus, le Service identifie que certains critères de reconnaissance ne sont pas rencontrés. Le Service échange alors avec l'opérateur par rapport aux ajustements et délais nécessaires.

Le Service EDD de l'ONE et le Service de la Cohésion sociale se sont également accordés pour revenir prochainement vers les opérateurs qui n'ont pas encore introduit de demande, un objectif étant d'identifier les freins que rencontrent ces derniers.

Madame Ben Amar : dans le cadre du nouveau Décret de Cohésion sociale, que vont devenir les projets bénéficiant actuellement d'un complément Fipi pour l'exécution de leur projet de cohésion sociale ?

Monsieur Cordonnier : Il y a plusieurs cas de figure. Quand le FIPI octroyé actuellement est un complément d'une activité déjà reprise dans le cadre du projet soutenu dans le contrat de cohésion sociale, il devrait être inclus dans le subsidé de l'agrément à l'avenir que ce soit via une amélioration du financement ou par la reconnaissance d'une ou plusieurs orientations spécifiques. Si le FIPI octroyé concerne un autre projet que celui déjà soutenu dans le cadre du contrat de cohésion sociale, il sera toujours possible de solliciter un soutien dans le cadre de l'appel à projet prévu par le Décret avec même la possibilité de rendre le soutien plus pérenne via la conclusion d'un contrat projet. Il y a également des soutiens plus particuliers pour l'investissement dans l'infrastructure et la formation de volontaires.

L'épée : quels sont les objectifs à suivre pour les structures soumettant un projet dans le cadre de l'appel à projet renforçant la cohésion sociale ? Pour quels projets les structures non agréées/agrées peuvent-elles soumettre une demande ?

Monsieur Cordonnier : l'appel à projet est accessible à toute asbl, agréée ou non. Les objectifs sont larges et définis par le Décret.

Le 88 : pour ce qui concerne la reconnaissance d'une orientation spécifique, est-ce que l'action peut être portée par deux opérateurs simultanément ?

Monsieur Cordonnier : à priori, il n'y a pas de restriction sur ce point-là pour peu que l'orientation spécifique reconnue tienne sur une convention de partenariat entre les deux opérateurs et que le rôle de chacun des partenaires soit défini.

Monsieur Bouhout : le projet de Décret prévoit le financement d'organismes transversaux tels que le Credaf, le Credasc... À l'échelle locale, des opérateurs se sont mobilisés pour créer des coordinations veillant à générer davantage de transversalité dans les quartiers. Il existe en ce moment une Coordination Alpha du quartier Senne, la Coordination Sociale de Laeken est quant à elle à l'initiative de la création d'une Plateforme de Coordination du soutien scolaire. Qu'en est-il de ces dispositifs locaux ?

Monsieur Cordonnier : que des opérateurs se mobilisent sur le terrain pour renforcer l'efficacité de l'action locale est une dynamique positive dont il faut se féliciter. Pour ce qui nous concerne, nous prenons en charge un dispositif desservant l'ensemble de la Région Bruxelloise. C'est pourquoi nous avons confié des missions à des organismes transversaux pouvant se prévaloir d'une expertise dans l'un des axes prioritaires visés par le Décret de Cohésion sociale en vue de stimuler, renforcer la transversalité dans le secteur.

Centre Tefo : étant donné que le dispositif FIPI est voué à disparaître et que certains opérateurs bénéficiaient simultanément des deux subventions (Fipi communal /Cohésion sociale) pour maintenir leurs actions de terrain, vous aviez affirmé lors d'une réunion précédente que la Cocof tiendrait compte de ce cas d'espèce lors de la

répartition de l'enveloppe budgétaire. Est-ce que ce financement sera additionné à l'enveloppe "Cohésion sociale" lors du nouveau plan quinquennal ?

Monsieur Cordonnier : la partie liée au financement du dispositif est toujours à l'étude